



**LE FRONT POPULAIRE
POUR LA LIBERATION DE LA
PALESTINE**

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ CENTRAL GÉNÉRAL DU FPLP

Au vu de la décision de la direction de l'OLP de reprendre les négociations directes avec le gouvernement de l'entité sioniste, le comité central du FPLP a tenu une réunion extraordinaire au cours de laquelle les évolutions et les dangers actuels ont été débattus. Le comité central, conscient de l'ampleur historique des évolutions politiques sur les scènes palestiniennes et arabes, affirme ce qui suit:

Lorsque le FPLP a rejeté les accords d'Oslo en 1993, il a alerté très tôt le peuple palestinien sur ses conséquences catastrophiques pour la cause palestinienne, pour la lutte, la stratégie et le projet national de l'OLP, mais surtout sur le fait qu'ils conduisent à la subordination à l'occupant. Nous affirmons que le retour aux négociations directes, qui ont toujours échoué depuis deux décennies et que le sang de notre peuple versé pendant l'intifada depuis 2000 a rendu caduques, ne représente qu'un pas de plus dans la voie destructrice inaugurée à Oslo, et constitue une soumission aux nouvelles injonctions impérialistes américaines et sionistes, qui visent à réduire à néant les droits nationaux historiques de notre peuple, en particulier le droit au retour des réfugiés et le droit à la citoyenneté et à l'existence des palestiniens dans les territoires occupés depuis 1948. Ces négociations contribuent à mettre fin à l'isolement de l'état sioniste, protègent ses dirigeants des conséquences des crimes et des massacres qu'ils ont commis, neutralisent la solidarité croissante envers notre peuple et ses droits et couvrent les pratiques de l'occupant : colonisation, judaïsation de Jérusalem, expulsion, blocus, meurtres et emprisonnements. Cette décision s'inscrit dans le contexte de la dégradation de la position et des exigences nationales et participe à consacrer et à approfondir la catastrophique division interne.

Le FPLP a toujours été profondément attaché à l'OLP, même dans les phases politiques les plus tumultueuses et la considère comme l'acquis palestinien le plus important baptisé du sang des martyres et des grands sacrifices. Il ne pourra jamais accepter qu'elle devienne la couverture de pratiques et de politiques destructives envers notre cause nationale, qui transforment ses institutions en institutions fantoches, dépourvues d'indépendance, d'esprit de lutte et de principes démocratiques et constitutionnels.

C'est pourquoi le FPLP déclare la suspension de sa participation aux réunions du comité exécutif de l'OLP et alerte notre peuple sur les enjeux et les conséquences dangereuses de la politique des compromis et des négociations sous conditions américano-israéliennes, qui imposent le contrôle américain, mettant ainsi les nations unies et ses résolutions à l'écart.

Notre décision est prise au moment où les israéliens, avec le soutien américain, tentent d'imposer la reconnaissance du caractère juif de l'Etat d'Israël dans l'agenda des négociations et poursuivent inlassablement la colonisation, la judaïsation de Jérusalem et le blocus sur la bande de Gaza. Du côté palestinien, le retour aux négociations a été décidé en présence seulement d'un tiers des membres du comité exécutif, signifiant qu'un pas de plus a été franchi par la direction de l'OLP dans la voie de la monopolisation de pouvoir, de l'ignorance de toute forme de travail collectif inter-palestinien et du mépris du rejet des négociations par la majorité des forces politiques et sociales et des masses populaires.

Le retour aux négociations directes représente une régression dangereuse par rapport aux résolutions de l'assemblée centrale [l'institution législative de l'OLP], et porte atteinte à l'OLP ainsi qu'à l'identité nationale palestinienne en lutte et au travail palestinien collectif.

Au lieu de renforcer la décision nationale, consolidant ainsi le rapport avec les autres acteurs politiques et la position officielle arabe et servant la lutte nationale et ses buts, la direction de l'OLP a bouleversé la scène politique en traitant le comité exécutif, l'institution palestinienne la plus élevée, comme une institution dépourvue d'indépendance. La décision de reprise des négociations a été prise avant même d'être présentée à ce dernier, lors d'une réunion avec seulement un tiers des membres présents, et ce malgré le rejet de la décision par des forces majeures de l'OLP.

La décision de suspension de la participation du FPLP aux réunions du comité exécutif de l'OLP, ne signifie pas qu'il compte intégrer d'autres cadres parallèles ou alternatifs à l'OLP, comme cadres nationaux rassemblant tout le peuple palestinien. Le FPLP n'est pas seulement contre l'utilisation de l'OLP et la transformation de ses institutions en institutions fantoches, mais il est également contre le fait de se retourner contre elle, considérant qu'elle reste un acquis national important, dans lequel notre peuple et les forces politiques ont œuvré pour la révolution et fait des sacrifices considérables.

De même, le FLPL ne s'arrêtera pas, comme il l'a toujours fait auparavant, de lutter pour la réforme de l'OLP, son développement et de sa reconstruction sur des bases nationales et démocratiques à travers des élections pour une représentation à la proportionnelle de toutes les composantes du peuple en Palestine et dans la diaspora, élections garanties par la déclaration du Caire du mars 2005 et par le document de l'accord national en 2006. L'application de ces accords permettra de mettre fin à l'état de division, de recouvrir l'unité nationale et de renforcer la détermination de notre peuple dans sa lutte contre l'occupant et ses pratiques. Dans la phase actuelle, nous considérons la réforme de l'OLP comme étant une mission centrale pour tous les patriotes palestiniens.

Le FPLP, tout en réaffirmant son attachement à l'OLP en sa qualité de représentant unique du peuple palestinien, appelle nos concitoyens, les forces politiques, toutes les structures sociales, et les personnalités indépendantes à organiser des mouvements populaires pour faire arrêter les négociations et mettre fin au cycle inauguré par Oslo. Nous exigeons le remplacement de ce processus par un appel à la tenue d'une conférence internationale compétente à laquelle assisteront les parties concernées. Cette conférence devra avoir pour cadre celui de l'ONU, pour références les résolutions internationales et pour but d'obliger Israël à appliquer ces dernières, à commencer par la résolution 194 exigeant le retour des réfugiés palestiniens dans les terres desquelles ils furent chassés ainsi que celles concernant la décolonisation. Nous appelons également à multiplier les efforts pour le retour à l'unité nationale et la mise en place d'une stratégie politique palestinienne

basée sur les revendications nationales incontournables et à abandonner le pari des négociations dont l'expérience à démontrer l'inutilité et l'absurdité.

Par l'unité, la démocratie, la détermination et la résistance, nous remporterons la victoire !

Gloire à nos martyrs, guérison pour nos blessés, liberté pour nos prisonniers, victoire pour notre peuple!

Le comité central général du FPLP

Septembre 2010.